

droit & Liberté

Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.)

AVRIL 1976 • N° 347 • 4 FRANCS

où logent
les immigrés



la bataille pour droit et liberté est engagée

Le racisme se développe dans le pays à la faveur de la crise et des diverses incitations qu'elle provoque. Les travailleurs immigrés, le peuple français ont, par là même, de plus en plus besoin de combattre ce fléau. Ils sont également victimes d'actes qui entraînent la société toute entière dans la voie de la violence, du déshonneur et du mépris de l'homme. L'action du M.R.A.P. se renforce donc considérablement, car à toutes les provocations du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, des hommes se lèvent pour réagir. Tout naturellement, un grand nombre se tourne vers le M.R.A.P., y trouvant un mouvement qui combat avec logique et cohérence, contre toute forme de racisme, d'où qu'elle vienne. Ainsi, l'audience du Mouvement augmente-t-elle chaque jour, en même temps que s'accroissent ses charges.

c'est vrai, le développement tous azimuts de notre activité, la hausse des prix de revient, ont considérablement aggravé nos difficultés financières

Face au poids de plus en plus lourd de nos responsabilités, la crise générale de la presse, l'augmentation des tarifs, la hausse des prix, ont rendu nos habituelles rentrées d'argent largement insuffisante.

Le Mouvement se trouve, de ce fait, dans une situation financière extrêmement difficile, il risque la paralysie. Plusieurs solutions s'offraient à nous, et en particulier, celle de faire sur **Droit et Liberté** des économies qui fatalement joueraient sur sa qualité, sur sa fréquence, sur son contenu. (Au reste, ce numéro a dû être réduit à vingt-quatre pages). Nous avons fait le pari inverse.

face au défi du racisme, engageons la bataille pour droit et liberté

S'il est vrai que le racisme se développe, s'il est vrai, également, que de plus en plus d'hommes et de femmes veulent le

combattre, c'est par le renforcement de notre mensuel, son extension toujours plus dynamique, et non par sa mise en veilleuse, que nous devons résoudre les problèmes financiers que pose sa publication. Quand un oiseau affaibli par la faim a du mal à voler, il ne peut pas se nourrir avec ses ailes! Mais attention, **ce pari, nous ne pouvons pas nous permettre de le perdre!** Il y va de la survie d'un des aspects les plus importants de notre action et de l'influence que nous pouvons avoir sur l'opinion publique. Et cela est capital dans le moment présent.

une formule renouvelée pour un journal mieux lu

Le premier élément qui puisse favoriser une plus grande diffusion de notre mensuel, c'est l'amélioration de sa qualité. La rédaction a le souci de rendre le journal plus lisible par une présentation plus attrayante. En ce qui concerne le contenu, nous sommes guidés par un double souci : informer clairement et expliquer avec objectivité.

Une nouvelle présentation va voir le jour dès le prochain numéro. Nous pensons qu'elle est de nature à rendre **Droit et Liberté** plus agréable à lire, et donc plus... commercialisable. Le grand travail que demande la mise en place d'une formule renouvelée, avec le peu de moyens dont nous disposons, peut être un élément positif dans la campagne que nous lançons pour diffuser et diffuser encore notre mensuel.

Bien entendu, cet effort ne pourra aboutir s'il n'est pas relayé par une campagne active et diversifiée de diffusion et d'abonnements. Les lecteurs de **Droit et Liberté**, les amis du M.R.A.P., les comités locaux doivent dès aujourd'hui se mobiliser au maximum pour cette tâche qui est vitale pour la poursuite de l'action antiraciste en France. A cet effet nous faisons plusieurs propositions d'action.

nous avons tous trois amis à abonner à droit et liberté, profitons de l'offre spéciale : trois abonnements cadeaux pour cent francs

Est-il trop ambitieux de se fixer l'objectif de cinq mille abonnements nouveaux dans l'année? Le développement de notre action depuis le Congrès permet, semble-t-il, de l'envisager avec suffisamment de réalisme; mais là encore, l'action de tous est requise, elle est urgente.

Le prix de notre revue devra nécessairement être augmenté à partir du mois de mai. Il passera de quatre à cinq francs, et l'abonnement de quarante à cinquante francs. Nous vous proposons une forme de soutien qui consiste à abonner trois personnes pour la somme de cent francs en utilisant le bulletin d'abonnement ci-contre. Une occasion de faire connaître le M.R.A.P. et **Droit et Liberté** à vos amis, d'étendre et de populariser autour de vous les idéaux de l'antiracisme.

ils vivent sans connaître droit et liberté, ça ne peut plus durer, déposons notre journal dans les librairies

Il est également important d'élargir notre audience à des

milieux qui ne nous connaissent pas encore et que le combat contre les discriminations raciales est susceptible d'intéresser. Chaque lecteur de **Droit et Liberté** connaît au moins un libraire ou un marchand de journaux. Nos moyens ne nous permettent pas de passer par les services habituels de distribution qu'utilise la grande presse. N'est-il pas possible que nos lecteurs et les militants du M.R.A.P. envisagent, avec les libraires qu'ils connaissent un petit dépôt de notre revue, qu'ils suivraient personnellement? Il semble en tout cas possible que chaque comité local fasse dès maintenant de la prospection dans ce sens, à l'occasion de la nouvelle formule. Il serait bon d'ailleurs, qu'ils envisagent également la façon d'intéresser les moyens de communication régionaux, à la transformation de notre journal.

il y a même des amis du m.r.a.p. qui ne sont pas abonnés, allons les trouver, ils nous ont déjà aidé une fois

Dans chaque ville de France, on peut trouver des gens qui ont d'une manière ou d'une autre marqué ou marqueraient volontiers leur approbation à l'action du M.R.A.P., mais qui ne sont pas actuellement abonnés à **Droit et Liberté**. Les comités locaux en connaissent un certain nombre, beaucoup sont au fichier central du Mouvement et suivent avec sympathie nos activités. Il est urgent de (re)prendre contact avec ces amis, de les inviter à s'abonner. Cette tâche, qui pourrait également être très utile sur le plan de l'action militante, n'est pas très difficile à organiser et devrait être très efficace. Au siège national du M.R.A.P., des adresses de personnes à joindre peuvent être communiquées. Mais ce sont surtout les comités locaux qui peuvent avoir des indications pour ce travail, et dresser dans l'immédiat un plan de bataille. Et puis, en feuilletant votre carnet d'adresses, vous serez étonnés d'y découvrir un grand nombre d'abonnés potentiels à **Droit et Liberté**.

au m.r.a.p., on n'a pas d'argent mais on a des idées

Il ne suffit pas de joindre les gens que l'on connaît, mais il faut également toucher tous les antiracistes qui vivent autour de nous sans que nous soyons en relation avec eux. Il y a de multiples possibilités, depuis le porte à porte jusqu'à la vente publique sur les marchés, avec, par exemple, présentation de panneaux.

Ces quelques propositions ne sauraient préjuger de tous les autres moyens qui sortiront de l'imagination des uns et des autres. **Devant les difficultés qui se présentent à nous et dont il ne faut pas cacher l'extrême gravité, nous avons choisi la voie de l'optimisme, la voie de la marche en avant contre celle du repli sur soi.** Comme nous l'avons dit plus haut, c'est un pari, un pari que nous faisons d'abord sur la conscience et le dévouement des lecteurs de **Droit et Liberté** et des amis du M.R.A.P. Chaque jour, nous arrivent des informations sur les actions multiples, diverses, audacieuses, de nos adhérents, contre le racisme, pour l'amitié entre les hommes. C'est pourquoi nous savons qu'ils ne ménageront pas leurs forces dans le combat pour **Droit et Liberté**. C'est pourquoi nous ne nous décourageons pas devant une situation pourtant critique. C'est pourquoi, grâce à vous, **Droit et Liberté vivra.**

LA RÉDACTION

vos amis sont racistes ils peuvent changer abonnez-les à droit et liberté

vos amis sont antiracistes faites-leur plaisir abonnez-les aussi à droit et liberté

une offre exceptionnelle trois abonnements-cadeaux pour cent francs

l'abonnement individuel reste à 40 F jusqu'au 30 avril 1976

Je verse 100 francs pour les 3 abonnements-cadeaux ci-dessous.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
_____ Code postal _____

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
_____ Code postal _____

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
_____ Code postal _____

AU SOMMAIRE

l'événement

Le racisme est parmi nous... p. 4

au fil

Notre 8 mai... p. 9

sur le vif

Où logent les immigrés... p. 14

en direct

Zimbabwe... p. 22

21 mars contre l'injustice... p. 24

Et nos rubriques habituelles...

La couverture est de Jean-Yves TREIBER.

droit & liberté

MENSUEL
120, rue Saint-Denis, 75002 PARIS
Tél. 231.09.57 - C.C.P. Paris 6070-98

Directeur de la publication :
Albert LEVY

Rédaction :
Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX
Lucky THIPHAINE

Publicité :
au siège du journal

ABONNEMENTS
• Un an : 50 F
• Soutien : 100 F
Antilles, Réunion, Maghreb,
Afrique francophone, Laos, Cambodge,
Nouvelle Calédonie : 50 F
Autres pays : 75 F
Changement d'adresse : 2 F

● l'événement ●

l'enquête du m.r.a.p. confirme : le racisme est parmi nous

L'enquête engagée par le M.R.A.P. en septembre dernier (1) pour le congrès des 29-30 novembre/et prolongée ensuite jusqu'à fin mars, donne une image passionnante du racisme et de l'antiracisme en France au cours des six derniers mois. Ses résultats seront dépouillés, analysés par les sociologues qui l'ont conçue et suivie (2). Mais un premier examen suffit pour en apprécier la richesse.

La participation à cette enquête ne consistait pas - comme c'est le cas fréquemment - à répondre à des questions par une croix, un oui ou un non. Il s'agissait d'apporter des témoignages, des faits, des réflexions. D'où la difficulté de l'entreprise, mais aussi son intérêt. De toutes les régions de France, de tous les milieux, le M.R.A.P. a reçu par centaines lettres, rapports, documents, comptes rendus ou enregistrements de débats, questionnaires soumis aux élèves dans les écoles, aux gens dans la rue.

Du préjugé inconscient à l'agression préméditée, de la brimade individuelle à l'injustice structurée, le racisme apparaît là dans ses manifestations concrètes, quotidiennement vécues. Ces « faits divers », trop « minimes » pour intéresser les organes de presse, nos lecteurs en trouveront ci-dessous un aperçu, très limité et forcément empirique, mais significatif. Ils nous font toucher du doigt, pour ainsi dire, la réalité du racisme en France et son aggravation dans la dernière période.

Des dossiers ainsi constitués, monte une puissante rumeur, hostile aux Arabes, aux juifs, aux immigrés, aux noirs, aux gitans... faite de stéréotypes stupides, de lâche mépris et d'indifférence égoïste, de calomnies cruelles, de peurs et de haines irraisonnées.

L'abondance des témoignages recueillis de toutes parts prouve précisément l'ampleur de la prise de conscience et une volonté croissante, dans l'opinion française, de s'opposer à tous les aspects du racisme. Souvent, la relation d'un fait raciste s'accompagne du récit de la riposte, personnelle ou collective. Un peu partout, des forces se mobilisent pour concourir à la lutte que mène le M.R.A.P.

« Ces gens-là »...

Chacun de nous

Si l'on y regarde de près, je crois que chacun de nous peut se dire témoin, au moins une fois par jour, d'actes de racisme : que ce soit dans une conversation entre gens de même « milieu » (c'est ce qui m'est arrivé avec des amis très chers et très « cultivés », lorsque le chef de famille osa ressortir la vieille histoire de l'odeur corporelle), que ce soit dans un bureau d'administration (j'ai été témoin, cet été, d'une injustice au bureau de poste de mon quartier, où l'employée faisait attendre par plaisir une jeune femme noire), que ce soit par le tutoiement, la condescendance, la brusquerie que l'on manifeste envers des enfants dans les classes primaires (aujourd'hui même, mon petit garçon, en CM1, me relate la fugue d'une Maghrébine qui a préféré faire l'école buissonnière plutôt que d'affronter le courroux de son institutrice, au demeurant personne d'un rare dévouement)...

Mme F., Lyon

« Boum »

Pendant les vacances, une « Boum » a

été organisée par des amis. J'ai été invitée, mais mon camarade, qui était juif, n'a pas eu le droit d'y aller. Ceci m'a gênée et je ne suis pas allée à la surprise-partie.

Une Lycéenne, Vitry-sur-Seine

Au café

Monsieur T... s'est vu refuser l'accès à la salle d'un café d'Orléans parce qu'il s'y était déroulé une rixe entre Algériens. Le patron interrogé déclare : « Une altercation entre Nord-Africains s'est déroulée hier dans mon établissement (...). J'ai donc décidé de « les » mettre pendant quelque temps à la raison. Je ne leur sers plus de consommations qu'au bar ou devant les tables proches du bar afin de pouvoir « les » surveiller. »

Comité local du M.R.A.P.

J'ai épousé un Algérien

Je suis française, mariée avec un Algérien, très heureuse.

(1) Voir *Droit et Liberté* de septembre 1975, pages 21 et 22 : « *Le racisme, vous connaissez ?* »

(2) Parmi eux, plusieurs membres du groupe de recherches sur l'immigration du C.N.R.S. : Dominique Lahelle, Maryse Tripiet, Véronique de Rudder-Paurd.



Photo : Patrick FRILLET

sieurs kilomètres entre son lieu de travail et son domicile. Il était tellement heureux qu'il voulait à tout prix m'offrir à boire lorsque nous nous sommes quittés. Il a découvert, ce jour-là, que des Français luttent contre le racisme.

L.M., Paris

Au travail

Antillais à Paris

Je suis Antillais. Nous bénéficions d'un semblant de justice, mais il faut le dire vite. Dans le travail, notre valeur professionnelle n'est pas reconnue et on fait tout pour l'ignorer, la diminuer.

N.C., Aulnay-sous-Bois

Dans un restaurant

Mon frère travaille dans un restaurant, à Barbizon, où travaillent aussi des Arabes et des Mauriciens : ces derniers sont les moins bien payés (2 000 francs d'où l'on déduit la nourriture et le logement); c'est une condition pour leur procurer des papiers (ou une partie seulement) après un certain temps de travail.

La question du logement

Pas possible

L'hiver dernier, un jeune Algérien de 25 ans frappe à ma porte. Il travaille depuis deux jours sur un chantier de route, mais n'a pas réussi encore à trouver de logement et couche dans un débarras. Il gagne sa vie, bien sûr, et peut payer l'hôtel pour le temps de son séjour. Je téléphone pour lui dans un premier hôtel de la ville : le patron me répond qu'il y a de la place et le garçon part s'installer. Dix minutes plus tard, il est de retour : on a refusé de lui donner une chambre : « Mon mari s'est trompé, tout à l'heure, nous n'avons plus de place... De toute façon, nous ne voulons pas d'un étranger, cela fait peur au personnel, et nous avons déjà eu des histoires ».

J'appelle un second hôtel. Oui, il y a de la place, mais pour qui est-ce ? Je précise qu'il s'agit d'un étranger. Alors, là,

non, regrets, ce n'est pas possible.

Un prêtre, Vendée

La faute des Turcs

A.B., près de Sochaux, des immeubles H.L.M. aux loyers pas du tout modérés et dont personne ne veut. Peugeot y loge ses travailleurs immigrés, et, en ce moment, ce sont les Turcs qui sont majoritaires. En octobre, un tract anonyme fut distribué, de nuit dans le quartier. Il rendait les familles turques responsables de la hausse des loyers, et appelaient les locataires français à se regrouper pour arrêter ça. Le tract était « signé » :

Mme V., Belfort

A l'école

C'est normal

— Moi, j'ai une copine noire, et je joue avec elle; c'est pas parce qu'ils sont noirs qu'on peut pas les aimer. Y'a que la peau qu'est pas pareille.

— C'est normal qu'on ne les serve pas, puisqu'ils ne sont pas dans leur pays. Nous, quand on va dans leur pays, ils nous renvoient...

— Tu y a déjà été, toi ?

— Non, mais je sais qu'on n'a pas le droit d'y aller, parce que chez eux, ils font les lois.

— On doit pas les servir chez nous... ils sont pas chez eux.

— Peut-être qu'ils voleraient de l'argent.

— Ils sont sales, ils ont toujours le pantalon sale, et ils parlent pas français. Mais si j'avais un café, je dirais « On ne sert pas aux Arabes »...

— Non : « aux Arabes mal habillés et mal lavés »...

Débat enregistré dans une classe du primaire, Belfort

Trois groupes égaux

Chez les plus jeunes, on est facilement « amis » avec les étrangers (94 sur 144), mais on a, en même temps peur d'eux (84 sur 139)... Chez les plus âgés, par contre, on n'a pas peur (76 sur 109).



il n'a pas d'amis
vous si
abonnez-les à,
droit et liberté

PRODUITS CHIMIQUES
PHARMACEUTIQUES

PATREX

22, rue Saint-Martin, 75004 PARIS
Téléphone 887.61.57 / 58 et 508.49.29 - Télex 230 78 F

L. NEUMANN s.a.

104, RUE ORDENER,
75018 PARIS
TÉLÉPHONE 606.35.47

SIEGES J.F. MUR

Salons - style - moderne - rustique



MODE TERRIBLE
POUR ENFANTS SAGES

**LA PETITE
GAMINERIE**

28-32, rue du Four, 75006 PARIS
Téléphone 222.05.58 et 548.39.31

VÊTEMENTS
VILLE-SPORT
TRAVAIL
CHEMISIER

*Au Chic
de Paris*

252, RUE DE CHARENTON
75012 PARIS
TÉL. 343 03-95 •
MÉTRO : DUGOMMIER

à la ville de Nancy

Confection pour hommes et jeunes gens — Vêtements
professionnels — Chemiserie — Bonneterie — Lingerie

16, rue du Four-Banal — 11, rue de l'Ancien-Hôpital
THONVILLE
Téléphone 59.04.11

JACQUES CARCASSONNE

PARIS

Cela ne signifie pas pour autant une grande amitié.

... Plus précise enfin est la question : « *Que dit-on des étrangers dans ta famille ?* » Trois groupes sensiblement égaux se détachent : « *On en dit du bien* » : 65 ; « *on en dit du mal* » : 71 ; « *n'en parle pas* » : 78. (Le total des réponses est de 214).

Compte rendu de l'enquête scolaire réalisée par le Comité du M.R.A.P. d'Amiens (Le Courrier Picard, 15-1-1976)

Maintien de l'ordre

Racisme, connais pas...

Le 30 avril 1975, lors d'un bal à Saint-Sernin (71), un Algérien, M.K.T., a été agressé, frappé, grièvement blessé par quatre agresseurs. Atteint d'un traumatisme crânien, de lésions aux intestins et d'un éclatement du foie, il a subi une grave opération chirurgicale, tout en restant une semaine entre la vie et la mort. Pendant quatre mois, suite à ses blessures, il fut dans l'incapacité de travailler.

Lorsque Mme T. s'est rendue à la gendarmerie accompagnée de témoins on a refusé catégoriquement d'enregistrer sa plainte. Et c'est seulement après que M.T. ait téléphoné au Consulat d'Algérie et écrit au Procureur de la République, c'est-à-dire 45 jours après l'agression, que la gendarmerie a enregistré les dépositions de M.T. et des témoins.

M.S., Le Creusot

Témoignages

Un enfant, fils d'un travailleur tunisien, M.B., a été écrasé, en août 1974, à la sortie de Bonneville. Les gendarmes, s'étant présentés sur les lieux environ une heure après la mort de l'enfant, ont refusé d'entendre le témoignage des personnes présentes, parce qu'étrangères et ne sachant pas parler le Français. M.B. a été convoqué à la gendarmerie, où il lui fut demandé de signer un rapport qui classait l'affaire, en déclarant que l'enfant avait traversé seul en dehors du passage clouté, et qu'il n'y avait pas de torts à la charge du chauffeur du véhicule.

L'enquête a été réouverte sur la demande de l'A.S.T.I.F. et d'un avocat; de nombreux témoins, dont plusieurs parlent bien le français, ont été entendus, et le procès a prouvé la responsabilité de l'automobiliste.

P.S., Cluses

Rires

J'ai un camarade qui a été arrêté pour « *tapage nocturne* », courant avril 1975. Détenu provisoirement, il s'est trouvé partager sa cellule avec un Arabe. Celui-ci ne portait que son slip, ayant été dévêtu par les agents de l'ordre. Mon camarade le couvrit de son pull et de sa veste, ce qui provoqua, à travers le judas, rires et sarcasmes des agents.

M. W., Guebwiller

la cote d'alerte

Le racisme de tous les jours mis en relief par l'enquête du M.R.A.P. ne peut être isolé du contexte social, et surtout économique. Ses thèmes se rattachent aux préoccupations majeures de l'opinion publique : chômage, dégradation du pouvoir d'achat, insécurité, craintes pour l'avenir. Faute d'une analyse lucide des difficultés, la tentation est forte de rendre les immigrés, les Arabes (et encore les juifs, quoique ce « *filon* » soit présentement moins exploité) responsables de tout ce qui va mal : c'est le processus bien connu du « *bouc émissaire* ». Plus que jamais on peut vérifier la formule de l'abbé Pierre : « *Un raciste, c'est quelqu'un qui se trompe de colère* ». Et il va de soi que si certains — les vrais responsables — ont intérêt à cette erreur, elle porte gravement préjudice à ceux-là mêmes qui y succombent, puisqu'elle les détourne d'une défense cohérente de leurs intérêts.

La situation doit d'autant plus être prise au sérieux que nous voyons se multiplier les prises de position officielles favorisant les diversions de cette sorte.

Quand le Premier Ministre déclare à la télévision (« *L'Événement* », TF1, 19 février) : « *Un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs, mais où il y a 2 millions de travailleurs immigrés, n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble* », ne suggère-t-il pas que le mal, le danger viennent des immigrés ? De même, lorsque M. Michel Durafour, ministre du Travail, écrit (France-Soir, 10 février) : « *La situation de l'emploi a un aspect absurde : il y a un million de chômeurs. Mais dans le même temps, il y a deux millions de travailleurs immigrés, dont un certain nombre, non négligeable, dispose de ressources plus élevées que certains salariés du secteur tertiaire si recherché* », ne contribue-t-il pas à opposer, à dresser les uns contre les autres Français et immigrés ?

L'un et l'autre savent bien, pourtant, que la crise économique, le chômage, ne sont pas dus aux immigrés, qui en pâtissent comme les Français, que le départ des immigrés, en contradiction avec les données économiques, ne résoudrait rien, bien au contraire. Alors, pourquoi une telle insistance à encourager ce clivage artificiel, qui ne peut qu'exacerber les attitudes xénophobes ?

Au cours d'un débat télévisé (A2, 2 mars), le Ministre des Finances, M. Fourcade, a cru devoir raviver le thème du pétrole, vieux déjà de deux ans, qui se rattache à celui de la « *menace arabe* », et tend, par conséquent, à susciter l'hostilité envers les travailleurs maghrébins. La hausse du prix du pétrole, a-t-il dit, se traduit pour chaque famille française, par une ponction de 2 250 F par an : « *Il faut bien que quelqu'un paie cette facture* ». On ne peut croire que M. Fourcade ignore la baisse relative et absolue du prix du pétrole depuis un an, ainsi que de l'ensemble des matières premières importées (- 17 %) baisse qui, elle, ne se répercute pas sur les budgets familiaux; il connaît bien, aussi, l'accroissement des bénéfices des compagnies pétrolières. Et pourquoi ne précise-t-il pas combien a coûté à chaque Français la spéculation contre le franc, couverte avec les millions de la Banque de France, et combien coûtera la nouvelle dévaluation ?... S'il faut désigner les responsables de la crise, mieux vaut, selon lui, que ce soit encore et toujours « *le pétrole* », et ceux qui le produisent.

Le rôle du racisme comme moyen de division et de diversion a souvent été souligné. Nous devons être conscients qu'il ne s'agit pas seulement d'une théorie applicable seulement à des situations passées, et ailleurs. Cela se passe **aujourd'hui et chez nous**. La virulence actuelle du racisme, que l'enquête reflète, et que chacun peut constater, donne à penser que la cote d'alerte est atteinte. Il est urgent d'y faire face, tous ensemble.

A.L.

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en BOTTES
Femmes du 35 au 43 — Hommes du 38 au 48
6 largeurs différentes

(9°) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M° Saint-Lazare - Trinité)
(6°) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M° Sèvres - Babylone)
(10°) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M° Château-d'Eau)
Magasins ouverts tous les lundis

LE PRÊT A PORTER
DE QUALITÉ

Georges
Balski
ET FILS

TAILLEURS - MANTEAUX
POUR DAMES

52, RUE TURBIGO
75 003 PARIS 278 41-62 et 272 91-36

MAAC

8, bd du Parc
92 - Neuilly-sur-Seine
CCCC

105, bd H.-Barbusse
78 - HOUILLES
SAAAH
Route de Tégulier
22-GUINGAMP

GROUPE NGH

Services
Commerciaux
et
Techniques

USINES
MAAC

8, bd du Parc
92 - NEUILLY

CEINTURES HAUTE FANTAISIE
DIFFUSION HAUTE COUTURE

"MIMOSA"

20, Rue de Rochechouart
PARIS - 9^e
TRUdaine 14-69

● au fil des jours ● au fil des jours



Le plus grand

Muhammad Ali est passé à Paris à l'occasion de la parution en français de son livre : « **Le plus grand** ». Une rencontre a eu lieu entre le champion et deux membres de la direction du M.R.A.P., Albert Lévy, Secrétaire-général, et Marcelle Vernhes, membre du bureau national. La conversation a porté sur le combat antiraciste mené en France par le M.R.A.P., et celui auquel le grand boxeur participe activement dans son pays. Il a remis à l'intention du Mouvement un exemplaire de son livre avec la dédicace : « *Au M.R.A.P., de la part de Muhammad Ali. Dieu ne refuse personne car toutes les âmes sont proches et aimées du Créateur - 4 mars 1976. La Paix et l'Amour pour toujours.* »

Les éditions Droit et Liberté pour leur part, lui ont remis un exemplaire de l'ouvrage de Pierre Paraf : « **L'homme de toutes les couleurs.** »

Racisme cantonal...

Qu'en période électorale, certains candidats cèdent à la tentation de la démagogie, c'est malheureusement presque inévitable. Mais il y a de ces arguments, tout de même !

Dans les Hauts-de-Seine, un « candidat national contre le front marxiste » déclare dans son tract électoral : « *Nous nous trouvons même placés sous la dépendance des anciennes colonies des pays occidentaux !!!* ». Quel mépris derrière ce « même », quel cynisme dans la contre vérité ! Cette pierre apportée à la campagne actuelle contre le Tiers-Monde n'honore pas son auteur. Mais il y a pire.

Dans une lettre adressée à ceux de ses électeurs qui sont rapatriés d'Algérie, M. Jacques Baumel, député et ancien ministre déclare : « *Aujourd'hui, l'occasion m'est malheureusement donnée de vous confirmer que, tandis que M. Mitterand,*

premier secrétaire du parti socialiste, et sa nombreuse délégation, viennent de se rendre à Alger, invités non par le gouvernement algérien, mais par le F.L.N. de sinistre mémoire, je continue à siéger, à me battre pour la défense de vos légitimes intérêts. » Que le Front qui libéra son pays de la tutelle étrangère soit déclaré « *de sinistre mémoire* », on peut s'en étonner de la part d'un homme qui se réclame des idéaux du gaullisme. Mais il est sûr que ce genre d'argument irresponsable n'aura pas servi à faciliter la réinsertion de ceux que cette guerre de libération a contraint à revenir en France.

...à la cantonade

Le cas le plus grave est sans doute la lettre distribuée à Toulouse par le candidat U.D.R. Antoine Osète, adjoint au maire, dont le racisme flagrant a entraîné une riposte immédiate du M.R.A.P. local. Cette lettre stipulait en effet : « *... Il n'est plus possible, le soir venu, de*

● au fil des jours ● au fil des jours ● au fil des jours ● au fil des jours ● au fil des jours

nous promener dans ce quartier chargé d'histoire sans rencontrer (et de quelle manière) l'un de ces étrangers inquiétants qui grouillent dans nos immeubles... S'il le faut, (et nous pensons en haut lieu (sic) qu'il le faudra rapidement), nous prendrons des mesures radicales : élimination de ce quartier de tous les associaux et grâce à la rénovation, installation de Français respectables... La défense des libertés, contre le totalitarisme de ceux qui veulent installer la subversion athée et le communisme apatride, demande la mobilisation active de toutes les énergies françaises... »

Quels sont ces hauts-lieux où l'on pense avec une perspicacité aussi « *inquiétante* » ? Quelles libertés défend-on avec une lettre où « *grouillent* » autant de clichés, naguère employés par les autorités de l'Etat « *Français* » ? Mais au fait, accepteriez-vous M. Osète dans un quartier réservé aux Français « *respectables* » ?

Être antiraciste c'est...

Plutôt que de débattre des questions sérieuses que nous posions récemment à propos de ses orientations et de ses accointances avec certains milieux à l'antiracisme douteux, **Le Droit de Vivre** se livre à une basse attaque contre le M.R.A.P. Déformant notre action pour mieux la condamner, l'organe de la L.I.C.A. confirme son manque d'objectivité, son intolérance et sa nostalgie de la guerre froide.

« *Pour être antiraciste au sens où l'entend le M.R.A.P., faut-il donc obligatoirement s'aligner sur les concepts de Yasser Arafat ou de Brejnev, et hurler avec eux des slogans antisionistes ?* » écrit **Le Droit de Vivre**. On voit le style. Et l'image que l'on est contraint de donner de nous, pour effrayer et écarter les gens honnêtes susceptibles de s'intéresser à notre action.

Être antiraciste au sens où l'entend ce journal, c'est sans doute diffuser avec délectation, comme il le fait dans la même page, les propos d'Eldridge Cleaver affirmant que « *les Arabes sont l'un des peuples les plus racistes de la terre* », et cela sous le titre « *Le racisme arabe (suite)* ». Cette généralisation stupide et... raciste ne

devrait-elle pas être dénoncée comme toute autre de même nature visant quelque groupe humain que ce soit ?

Les rédacteurs du **Droit de Vivre**, et ceux qui les inspirent, devraient comprendre, par ailleurs, qu'en appliquant une étiquette insultante à notre secrétaire général, non seulement ils ne convaincront personne, mais qu'ils recourent aux méthodes mêmes qu'ils pré-

tendent combattre : fort heureusement, nous ne sommes plus au temps de l'étoile jaune (ou d'une autre couleur).

Le M.R.A.P., quant à lui, continuera résolument sa lutte efficace contre tous les racismes, quels qu'en soient les coupables et les victimes, en unissant les antiracistes sincères, sans distinctions d'origines, de confessions et d'opinions politiques.

Une soirée commémorative à l'occasion du 33^e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

aura lieu le
DIMANCHE 25 AVRIL 1976
à 16 h 30 précises
SALLE GAVEAU
45, rue de la Boétie

notre 8 mai

Cette année, où l'on a décidé de supprimer la commémoration du 8 mai, c'est également le 33^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Cinq cent mille exterminés, l'équivalent de mille Oradour ! Faut-il en plus qu'ils soient à tout jamais bannis de nos mémoires, et que l'on cesse de célébrer la fête de la victoire contre leurs assassins ?

Les méthodes diaboliques des SS qui exterminèrent les enfants juifs de Varsovie ont été maintes fois décrites. Il y a toujours matière à y revenir. Un aspect particulièrement horrible de ces massacres consistait dans la spécialisation des jours de rafle. Il y avait des jours pour le ramassage des enfants, d'autres pour les vieillards, pour les intellectuels, pour les malades, et même pour la police juive qui pourtant joua un rôle sinistre au service des Allemands. Un jour réservé aux enfants, une rafle monstre vida tous les orphelinats. Ce jour-là, le docteur Kozczak, éducateur, écrivain et président de la commission pour la défense des enfants juifs du ghetto, ne voulut pas se séparer de ceux dont il avait la charge, et partit à la mort la tête haute, un chant sur les lèvres. Héroïsme identique, le jour où les mille malades de l'hôpital de la rue Stawka furent emmenés, et où leurs médecins et leurs infirmiers les accompagnèrent dans leur tragique destin. Horreur semblable, le « *jour des vieillards* », où des centaines d'hommes et de femmes tombent sous les balles, dans le cimetière.

Comment décrire ces milliers de juifs, où se mêlent aussi quelques non-juifs, entraînés là par erreur, rassemblés sur la Umszlagplatz, tandis que sifflent les balles, et que hurlent les chiens et les SS. En face, ce sont les cris affolés des enfants que l'on arrache

à leurs parents, la foule embarquée dans les wagons à bestiaux, débarquée quelques temps plus tard, et où les morts se mêlent aux mourants. Enfants dont les SS écrasent le crâne en les projetant contre des arbres, cris des hommes dont le docteur Mengele se sert comme cobayes pour ses « *expériences scientifiques* » !

Le 19 avril 1943, ces robots sans âme et sans conscience armés de fer et de feu, lancent l'assaut final contre le ghetto. La riposte est foudroyante. Les SS se replient en désordre, laissent derrière eux de nombreux morts et blessés. Chez les combattants c'est une joie indescriptible. Si Stalingrad fut la première grande défaite nazi sur le front, « *Ghettograd* », comme la nommait les combattants, fut leur premier grand échec militaire et moral à l'arrière. Malheureusement, le répit est bref, même s'il est le point de départ d'une vague de résistance dans les ghettos, les villes, les camps. Dans une de ses dernières lettres, le commandant en chef des combattants du ghetto, Anilewicz, écrit : « *Nous ne cherchons pas à sauver notre vie. Personne d'entre nous n'en sortira vivant. Ce que nous désirons, c'est sauver notre dignité d'homme.* » Cet homme tombe le 8 mai 1943 dans le bunker du 18 rue Mila. Deux ans après, Anilewicz était vengé, avec tous les combattants anti-hitlériens. Le 8 mai !

Des hommes se souviennent; eux qui ont vécu ces moments savent bien que le 8 mai fut et reste une fête pour tous les hommes de bonne volonté. Cette victoire si cher payée, ne plus la célébrer, c'est donner satisfaction à ceux qui gardent la nostalgie de temps à jamais révolus, c'est vouloir délibérément fermer les yeux sur les dangers qui subsistent, comme en témoignent les interdictions professionnelles en R.F.A., les activités de l'internationale fasciste, l'impunité de tant de criminels de guerre et la montée du racisme dans notre pays.

Alexandre CHIL-KOZLOWSKI

M. IFKER

770-86-92
523-11-41

24, RUE DES PETITES-ÉCURIES
75010 PARIS

Case réservée
à la SOCIÉTÉ F.A.P.

Soieries, Lainages, Ameublement.

Rayon spécial de prêt à porter

Galerias des Tissus

7 bis RUE de STEINKERQUE
PARIS - 18^e Tél. 254-42-61
(METRO ANVERS)

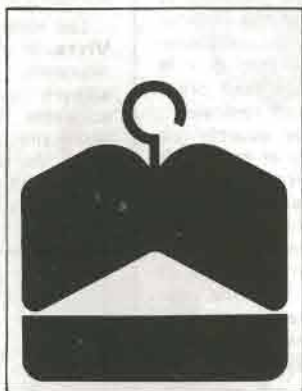
Paul Mansner
Prêt à porter féminin
PARIS

ROBES DU «38 au 54»
CHEMISIERS et PANTALONS
BLOUSES
PROFESSIONNELLES

204, rue Saint Martin
75003 - PARIS
Tél. 272.77.15

sportwear

téléphone
523 00 54
246 57 00
246 57 01



D'TRIO

108 faubourg saint-denis - paris X^e

Dans groupe H.L.M.

LOCAUX COMMERCIAUX A LOUER A SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Employeurs

vous pouvez faciliter le relogement de votre
personnel grâce au 1 % patronal

Tél. 292.22.11 Poste 36.18 - 32.81

• au fil des jours • au fil des jours • au fil des jours • au fil des

Hitler aussi brisait leurs tombes

La lâcheté s'attache au nazisme tout autant que l'horreur. Les premiers actes de vandalisme antisémite furent des profanations de cimetière. Leurs auteurs montraient par là qu'ils ne respecteraient rien, et que leur haine animale poursuivait jusqu'au souvenir de leurs victimes. On ne saurait trop s'inquiéter de la résurgence de tels faits, comme cela a été le cas au cimetière juif de Bagneux. Conformément à sa vocation de toujours, le M.R.A.P. a élevé une vigoureuse protestation contre cet acte inqualifiable. Une cérémonie de réparation a eu lieu à l'initiative du M.R.A.P. et d'autres organisations. Alexandre Chil-Kozlowski, membre du Bureau national du M.R.A.P. a exprimé l'indignation de tous les antiracistes.

Il faut dire que dans le même temps, le Mouvement a du également intervenir pour faire interdire une nouvelle vente d'objets nazis, à Paris. Rappelons qu'un arrêté de 1970 interdit ce type de manifestation, ce qui, semble-t-il, ne décourage pas ceux qui, pour faire de l'argent, n'hésitent pas à organiser des ventes qui rassemblent toujours les nostalgiques de Hitler et qui constituent une offense insupportable pour ceux qui en ont été les victimes.

Main de fer...

Il nous arrive souvent de noter combien il est difficile que la loi antiraciste de 1972 soit appliquée avec rigueur. Quel-

ques condamnations récentes peuvent toutefois donner à réfléchir, à ceux qui seraient tentés par les délits qu'elle condamne. Au Havre, un hôtelier qui avait refusé de servir deux Nord-Africains a été condamné à 3 000 F d'amende. L'homme, en effet avait décidé de ne plus servir de Nord-Africains pour préserver « la bonne tenue de son établissement ». A Paris, un agent de police qui avait brutalisé un Maghrébin, dans un commissariat, a du, lui aussi, en répondre devant la justice. Il a été condamné à deux ans de prison dont huit mois fermes. Il faut également noter la sévère condamnation d'un gérant de foyer-taudis, M. Massmoud Touré, qui ne s'était pas contenté de maintenir les locataires dans des situations d'hygiène et de confort scandaleuses; mais qui, en outre, avait empêché indûment plus d'un million de francs. Le tribunal l'a condamné à un an de prison ferme, 2 000 F d'amende et 5 000 F de dommages et intérêts.

Ces condamnations restent peu nombreuses, en regard de l'étendue des délits qui ressortissent à la loi de 1972. Que de plaintes refusées, que d'affaires enterrées ! Il n'en reste pas moins qu'elles font jurisprudence et donneront peut-être aux victimes du racisme, plus d'armes pour se défendre, à tous les amis du M.R.A.P., plus de courage dans le combat pour la dignité de tous.

...et gant de velours

Le Préfet de police nous écrit, suite à un échange de correspondance au sujet du brigadier Gallimard, révoqué

de la police en 1958, pour menées racistes dans un bar du IV^e arrondissement tenu par des juifs, et depuis réintégré à des postes de responsabilité, qui lui ont d'ailleurs valu les honneurs de la presse lorsqu'il s'est signalé le deux janvier, en réprimant avec violence une manifestation pacifique de chômeurs devant l'Elysée.

« J'ai bien reçu votre lettre du 2 février au sujet du brigadier-chef Gallimard, nous dit le Préfet de police. J'ai l'honneur de vous faire connaître que les faits reprochés à ce fonctionnaire lui ont valu à l'époque une exclusion temporaire de fonctions. Ils sont actuellement couverts par les dispositions de la loi d'amnistie. J'ajoute que son affectation actuelle n'est pas susceptible d'entraîner une quelconque intervention du brigadier-chef Gallimard dans le IV^e arrondissement (sic). »

Notons tout d'abord que M. Papon, qui était Préfet de police en 1958, ne nous avait pas parlé d'une exclusion « temporaire », mais d'une belle, bonne, et fort compréhensible exclusion « tout court ». Quant à la clause « de l'arrondissement le plus favorisé », victimes éventuelles du brigadier Gallimard, sachez-le, le IV^e arrondissement vous offre le droit d'asile!

La passion du Proche-Orient (suite)

Israël et les Palestiniens vont s'asseoir à la même table, au conseil de sécurité de l'O.N.U. La solution raisonnable que nous avons toujours préconisée, ce qui nous a valu d'ailleurs bien des invectives, a-t-elle mar-

qué un point ? Il est sans doute trop tôt pour le dire. Mais il est sûr que le gouvernement d'Israël doit de plus en plus compter avec l'opinion démocratique du pays et que l'intransigeance irréaliste d'hier fait place peu à peu à une appréciation plus positive de la réalité, dans un pays qui ne peut pas envisager d'être déchiré pendant des générations entre deux communautés qui excluraient mutuellement toute possibilité pour l'autre d'exercer ses droits nationaux.

L'occupation des terres conquises après la guerre des six jours est de moins en moins tolérée par la population et la nervosité des forces d'occupation amène à des événements aussi condamnables que le meurtre de cet écolier de onze ans dont le crime était de manifester pour la libération de son pays. Bien entendu, l'actualité qui nous oblige à citer ce fait ne remet pas en cause la position de principe qui consiste à condamner le meurtre d'enfants d'où qu'il provienne. En Israël même, on s'inquiète de plus en plus d'une politique qui persiste à exproprier les terres arabes, comme dernièrement en Galilée, et les grèves qui s'y poursuivent montrent l'hostilité croissante des travailleurs à des mesures qui ne peuvent qu'accroître l'insécurité pour tous, parce qu'elles ne sont pas justes.

Nous l'avons toujours dit, Israël doit vivre car il s'est créé là une nation qui est devenue un fait historique sur lequel on ne peut revenir, à moins de créer plus d'injustice et de malheur, sur une terre qui n'a vraiment pas besoin qu'on en rajoute. Mais quitte à déplaire, et faut-il toujours plaire, répétons que rien n'est plus contraire à l'existence même de ce pays, que le maintien

il ne craint pas
les fins de mois
droit et liberté si
c'est votre journal, aidez-le



PAUL ROTCAGE

création et recherche de matériaux

diffusé par
FRANSA

61 rue de turenne paris 3^e - tél 887 26-38, 31 15, 31-16.
société anonyme au capital de 1 000 000 de f
r c seine 56 b 3430
telex : 21476 f - câble : "telex 21476 fransa paris"

eric elson paris



LORIS-FALL
PARIS
ton surton
54 rue N. D. de Nazareth
Tél. : 278-20-83


daniel hechter

12 fg saint-honoré 75008 paris
tél. 265.59-65 et 71-53

• au fil des jours • au fil des jo

d'une occupation étrangère sur le territoire des nations voisines, que des entreprises telles que les expropriations de terres arabes. Car enfin, il faudra bien, un jour, que les uns et les autres se donnent la main et vivent ensemble comme ensemble ils vont parler, bientôt, à l'O.N.U.

« DROIT et LIBERTE »
recherche
DEMARCHEURS
pour abonnements
et ventes
S'adresser au journal

AFRIQUE DU SUD



tion par rapport à une décision qui place l'Eglise catholique dans l'illégalité. Une illégalité selon la loi sud-africaine, mais bien dans la ligne des préceptes évangéliques !

Même des personnalités qui soutiennent traditionnellement le pouvoir raciste, comme certains chefs de «bantoustans» (réserves), font des déclarations condamnant le système de l'apartheid. Le chef zoulou Buthelezi a en effet déclaré que toute tentative de diviser l'Afrique du Sud en une série de territoires, inféodés par nature au pouvoir blanc, rencontrerait l'opposition la plus catégorique de tous les secteurs de la population africaine.

Les racistes au pouvoir ne se découragent pas pour autant, comme en témoignent les tentatives de perpétuer en Namibie, une occupation illégale et honnie de la population. Il s'est trouvé des Africains pour prêter main-forte à l'occupant en participant à une soi-disant conférence constitutionnelle, qui a pour unique but de permettre que se maintienne la suprématie automatique de la minorité raciste.

Ils savent pourtant que la roue tourne. Une Sud-Africaine blanche dont la fille fréquentait une école catholique déclarait : « Je ne veux pas que ma fille étudie avec des Noires. Si elle devient amie de l'une d'elle, elle pourrait bien se lier aussi à son frère. » Elle ne se rendait pas compte, en disant cela, qu'elle définissait à rebours, le seul espoir qu'a encore la communauté blanche de sauvegarder son existence.

marie-clémence

108, rue Réaumur, 75002 PARIS
Téléphone 236.16.79

en
bref

■ Le docteur Reboul lutte contre l'avortement. Son opinion est respectable, et puisqu'il y croit, il a raison de la défendre dans le cadre de la loi. Mais lorsqu'il décrit son action comme : « Une lutte contre la disparition de notre race blanche par l'infanticide permis et recommandé, afin d'éviter que notre pays ne sombre au milieu des métissages entraînés par la venue chez nous de contingents de plus en plus nombreux de coloured men » on ne peut que s'interroger sur ce singulier eugénisme et condamner sans hésiter une argumentation raciste et sans fondement.

■ Hurricane ! Ce n'est pas seulement une chanson à succès de Bob Dylan, c'est aussi un homme qui vit en prison depuis neuf ans, alors que les principaux témoins à charge du crime dont on l'accuse se sont depuis longtemps récusés. La campagne active, dans laquelle la chanson a eu une bonne part, a permis sa mise en liberté provisoire et la révision du procès. Mais pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour que ce grand boxeur revoit la lumière du jour ? Carter, alias Hurricane, est un Noir.

■ L'écrivain Mongo Béti a failli se voir retirer la nationalité française tout simple-

ment parce qu'un de ses livres, « Main basse sur le Cameroun » avait été censuré, et que la censure n'est possible que sur les livres de provenance étrangère. Quoi de plus simple donc que de transformer en étranger son auteur. Heureusement, une puissante campagne de solidarité a permis que cette mesure ne prenne pas effet et le tribunal de Rouen a donné raison à l'écrivain qui garde la nationalité française.

■ M. Dijoud vient de prendre des mesures facilitant la pratique de la religion musulmane en France. Cette confession est en effet la seconde en France, par le nombre des fidèles, mais elle ne disposait jusque-là d'aucun des moyens qu'ont les autres religions représentées dans notre pays. Un envers à la médaille ! La pratique de la religion musulmane, qui est avant tout fondée sur une certaine morale, nécessite des conditions de vie normales sur le plan familial et autre... M. Dijoud y a-t-il pensé ?

■ Nous n'avons aucune sympathie pour les gangsters. Le ministre de l'Intérieur non plus. Mais il semble pourtant qu'il y ait, là aussi, une hiérarchie, entre nos bons bandits nationaux et ceux qui, non seulement commettent crimes ou délits, mais en rajoutent en ne possédant pas le passeport français. C'est semble-t-il le sens de la mesure discriminatoire qui vient d'être prise et qui exclut les détenus étrangers du régime des permissions de sortir. Irrécupérables!!

PRÊT A PORTER FÉMININ

herbert-nadriel

MAGASINS DE VENTE

17, rue du Caire - 233, rue Saint-Denis - 75002 PARIS
Tél. 236-58-84

BUREAUX

168, rue Saint-Denis - 75002 PARIS
Tél. 231-26-27

Ets HAJWENTREGER Frères
Société Anonyme au capital de 317.600 Francs

TERVIL

180, rue du Temple,
75003 PARIS

Tél. 278.14.86



où logent les immigrés

C'est bien un bidonville, un bidonville vieux style, que l'armée des bulldozers s'apprête à emporter, en ce matin du 16 mars 1976, à Nice. Aussi incroyable que cela puisse paraître, il y a encore en France, de nos jours, des hommes qui rentrent du travail pour retrouver le soir, l'horizon insalubre et désespérant d'une misère anachronique et honteuse. Et pourtant, qu'il a-t-il au-delà de ces machines qui avancent inexorablement ? Est-il sûr qu'enfin, ces hommes qui travaillent sur le sol de France vont pouvoir connaître des conditions décentes de logement, des conditions qui leur permettent de vivre ? Et faut-il admettre une fois pour toutes, que les droits que revendiquent les travailleurs français, parce qu'ils travaillent, n'en sont pas pour leurs camarades de chantier ?

L'apartheid à Nice

On connaît l'exploit du Secrétaire d'Etat au tourisme, M. Médecin, qui a jumelé la ville dont il est maire avec la ville sud-africaine du Cap. Notons que cette performance est une exclusivité mondiale ! Les faits prouvent que nous avions raison de nous en inquiéter. Ne voit-on pas en effet s'organiser peu à peu dans cette ville un véritable système d'apartheid ?

La plus grande partie des travailleurs étrangers qui peuplaient les bidonvilles de la Digue des Français et de l'Aéroport, va, en effet, être relogée dans une « cité modulaire », à plusieurs kilomètres de la ville pour une période qui n'a rien de provisoire, puisque, comme le déclare *Nice-Matin*, « *Nice-Village a six ans pour trouver son âme et son rythme* ». Citons toujours ce quotidien qui ne cache pas son enthousiasme pour l'entreprise : « *Le principe de la cité semble en tout cas avoir été admis par le « milieu » qui prospérait allègrement à la Digue des Français. Pourtant, il sera banni de la nouvelle petite ville du Var. Plus de bistrot, plus d'alcool, plus de femmes dans son enceinte.* » Si les heureux locataires de cette charmante cité veulent recevoir des amis dans les huit mètres carrés qui leur sont alloués, ils devront attendre le week-end et utiliser pour les loger une des vingt chambres d'amis qui sont prévues à cet effet. Rien n'est laissé au hasard : « *Les samedis et les dimanches, une trentaine de marchands seront autorisés à pénétrer dans la cité pour le*

marché hebdomadaire. » De quoi se plaint-on ?

Le journal sud-africain *To The Point* ne s'y est pas trompé, et il fait l'éloge de cette expérience, en indiquant toutefois qu'elle ne saurait être qu'un premier pas. Mais comment en est-on arrivé là ?

Depuis longtemps, les Alpes-Maritimes connaissent le problème; mais pendant tout ce temps, on a laissé les travailleurs étrangers vivre dans des conditions inhumaines, tout en renforçant chez les Français un sentiment de peur et de méfiance, que la fréquence des attentats racistes justifierait plutôt de la part des immigrés eux-mêmes. Face à la mauvaise conscience qu'entraînent les multiples bidonvilles de la région, quoi de plus facile que de présenter comme une solution, la « mise à part » d'une population que l'on a, au préalable, artificiellement maintenue dans l'isolement ? Y a-t-il aujourd'hui en France preuve plus terrible du danger mortel que le racisme fait courir à notre société ? Puissent les louanges de la presse sud-africaine servir de détonateur et réveiller ceux qui croient pouvoir sans danger attiser la xénophobie, que ce soit par malveillance ou par démagogie.

il reste des bidonvilles en France

Les services de la Sonacotra, la société qui gère la « cité modulaire », évaluent à cinq mille, le nombre de travailleurs immigrés qui vivent dans des bidonvilles, pour le seul département des Alpes-Mari-

Une partie du bidonville de Nice

times. On manque de statistiques, mais ce qui est sûr, c'est que l'on trouve encore, çà et là, ces quartiers honteux, en marge des villes, où la misère quotidienne est faite d'insécurité, de l'impossible hygiène, d'une promiscuité démoralisante. Leur suppression totale est une nécessité morale qui ne peut plus attendre. Un système de foyers devrait permettre de les résorber.

des foyers, oui ! des casernes, non !

Malheureusement, le foyer, c'est souvent la caserne, quand ça n'est pas purement et simplement le bidonville vertical. Nous ne reviendrons pas sur les foyers-taudis. Il suffit de se reporter à l'excellent témoignage publié dans le numéro 344 de *Droit et Liberté*. Cela reste néanmoins une manière de « logement » extrêmement fréquente, surtout en ce qui concerne les travailleurs d'Afrique du sud du Sahara qui travaillent dans la région parisienne.

Certains autres foyers, gérés pourtant par des organismes reconnus, et parfois aidés par l'Etat, ne présentent pas de différences notables avec les foyers-taudis privés. C'est le cas par exemple du foyer de la rue Saint-Denis, à Paris, qui est géré par la société Soundiata. En service depuis 1967, ce local vétuste est dans un état de délabrement scandaleux. Une première grève des loyers, en 1972, avait permis que l'on sépare en deux les chambres de douze personnes. Mais les revendications des travailleurs étaient multiples : réfection des toitures (il pleut dans les chambres), réfection du système d'adduction d'eau (l'eau ne monte pas plus haut que le deuxième étage aux heures d'affluence), etc... Sur l'assurance qu'ils avaient alors reçue de la direction du foyer, les résidents stoppèrent la grève. Mal leur en pris, car, si les travaux furent bien mis en chantier, les visiteurs peuvent constater qu'ils y sont toujours, sans qu'aucun n'ait été mené à bien.

Comme dans la plupart des foyers de ce type, les problèmes de libertés sont nombreux. C'est ainsi qu'après que le comité des locataires ait décidé de passer un film présentant le grand héros de la lutte de libération de la Guinée-Bissau, Amilcar Cabral, il lui fut intimé l'ordre de ne plus passer désormais de films sans qu'une autorisation préalable sur le titre soit donnée par le gérant ! Le M.R.A.P. a pris contact avec les délégués de ce foyer pour envisager le moyen d'organiser la solidarité avec les Français du quartier.

Foyers-casernes, c'est bien le cas du foyer de Verrières-le-Buisson où les travailleurs en lutte ont également reçu le soutien des militants du M.R.A.P. local, dans leur action pour des conditions de vie décente, conditions nécessaires pour une vie harmonieuse avec la population française de la ville. Le foyer connaît, depuis 1973, une situation financière difficile, depuis le départ de son ancien gérant qui laissait derrière lui un trou de plus de 20 000 F. En fait, on va tenter de faire payer aux résidents les pots cassés d'une situation qu'il n'ont en rien contribué à provoquer. En fin décembre 1975, le loyer passe de 125 F à 150 F; à six par chambre, cela fait la coquette somme de 900 F, soit le loyer d'un F4 dans une H.L.M. Les travailleurs refusent l'augmentation injustifiée et se mettent en grève des loyers. Avec le soutien du M.R.A.P., les résidents décident de porter le problème devant la municipalité, après que celle-ci ait cru bon de célébrer la Saint-Sylvestre en coupant le chauffage. Il fait ce jour là - 5°. C'est alors une véritable guerre de positions qui est menée par la municipalité, essayant de diviser les résidents, cherchant à discréditer le M.R.A.P., acceptant de présenter les comptes du foyer aux résidents, mais dans une réunion rapide d'où le M.R.A.P. est exclu et sans que les travailleurs immigrés soient autorisés à prendre des notes ! Pour l'instant, le loyer n'a pas été augmenté et le chauffage fonctionne : c'est une victoire pour les hommes qui luttent, c'est également une victoire de la solidarité.

le cas Sonacotra

L'hypocrisie est peut-être plus grande encore dans le cas des foyers de la Sonacotra, qui s'autorise des améliorations qu'elle apporte par rapport aux honteuses conditions qui viennent d'être décrites, pour imposer à ceux qu'elle loge, d'innommables atteintes aux libertés individuelles, et des loyers totalement disproportionnés.

Un important mouvement de grève s'est déployé, ces derniers mois dans une cinquantaine de foyers gérés par cet organisme. Les lecteurs de *Droit et Liberté* ont pu suivre la lutte exemplaire des résidents du Foyer Allende, à Saint-Denis. De nombreux autres foyers connaissent les mêmes difficultés. Que se passe-t-il en fait ? Quittant les taudis, certains travailleurs sont allés loger dans ces nouveaux foyers, présentés comme des remèdes à tous leurs maux. Qu'ont-ils trouvé ? Des chambres minuscules (5 à 9 m²), séparées les unes des autres par de minces panneaux de contreplaqué, pour des prix records (plus de 250 F par mois), avec un règlement qui les privait des libertés les plus élémentaires. Jugez-en plutôt :

Article 5 du règlement, paragraphe 3 : « *Les résidents peuvent recevoir des visites dans les salles d'accueil de l'établissement après en avoir informé le directeur. Avec l'autorisation de celui-ci, les visiteurs peuvent être reçus dans les appartements ou dans les chambres qu'ils devront quitter au plus tard à 22 heures.* » Paragraphe 4 : « *Une personne non munie de la carte de résident ne peut passer la nuit dans une chambre. Le responsable de cette admission clandestine sera exclu du foyer-hôtel.* »

Article 6 : « *Toute manifestation ou réunion à caractère politique est interdite dans le foyer.* »

Article 8 : « *Le directeur du foyer a le droit d'accéder aux chambres de 8 h à 22 h mais, sauf nécessité de service, en présence de l'occupant de la chambre. En cas d'urgence ou d'infraction grave, il peut intervenir*

dans une chambre à tout moment. »

Notons en outre que les gérants sont souvent recrutés parmi d'anciens militaires coloniaux réputés connaître la « mentalité africaine » ! Nous n'aurons pas la cruauté d'épiloguer.

Mais un autre aspect du scandale vient du fait qu'un tiers du financement de la Sonacotra émane du F.A.S. (Fond d'Action Sociale), organisme officiel qui tire ses ressources des prestations familiales non payées aux travailleurs immigrés, et du 0,2 % patronal, somme allouée par la loi à la construction de logements pour les travailleurs immigrés, et que l'on peut, en fait, considérer comme une partie du salaire différé. On en arrive donc à cette aberration qui consiste à faire payer aux résidents, un prêt qui a été fait à la Sonacotra avec l'argent des immigrés eux-mêmes. Signalons aussi que les résidents ne sont pas considérés comme locataires. Ainsi, ils sont censés payer à la journée et peuvent donc être exclus sans préavis, ou presque. L'hypocrisie de cette situation est d'autant plus grande que le service hôtelier est réduit à son strict minimum (draps lavés toutes les trois semaines), qu'un résident qui doit partir en vacances et qui veut retrouver sa « chambre » doit payer le même prix que s'il utilisait l'eau, l'électricité, etc., que l'ensemble du mobilier est fourni par une subvention du F.A.S.

la révolte des mal-logés

Face à une telle situation, les résidents prennent conscience de leurs droits. Ils veulent enfin pouvoir vivre en hommes, en hommes libres, qui puissent être considérés comme tels, et non en simples machines à produire, rentabilisables par tous les moyens. Leurs revendications : tous



PETITE MAROQUINERIE
ARTICLES FUMEURS

établissements
BERTAN
81, rue du Temple Paris 3
TÉLÉPHONE : 887.78.48



**BOUTONS
BOUCLES
FERMOIRS
GALONS**

113, rue d'Aboukir PARIS

TEL. 236-12-43
236-49-83

L'Aiglon VOTRE CHEMISIER
300, RUE DE VAUGIRARD
M. LIVCHITZ - PARIS 15^e Téléphone 532.95.04

ISSERLIS & Cie

56, rue Lafayette,
75009 PARIS

PANTALONS
VESTES
BLOUSONS

SPORT
TRAVAIL
PLUIE

HOMMES
JEUNES - GENS
ENFANTS

S. BIR & CIE

CAPITAL DE 270.000 FR\$

Tél : 272.12.95
272.29.98

312, Rue Saint-Martin
PARIS (3^e)



IMPORT-EXPORT
PARIS NEW-YORK

SPÉCIALISTE DU VÉRITABLE
VÊTEMENT AMÉRICAIN
JEANS - T. SHIRTS - SWEAT - SHIRTS
VESTES TRAPPEURS - BLOUSONS

27, RUE DE TURENNE, 75004 PARIS

TÉL : 622.41.03 - TÉLEX : 640 392 F

VIRGINIE

58, RUE DE CLERY - 75002 PARIS

233-59-91 - 236-96-01 - 508-14-08

Gray
MAROQUINIER

319, RUE DE VAUGIRARD - PARIS 15^e - TÉL : 532 42-77

Fourrures Maurice

MAISON FONDÉE EN 1890
132, AVENUE VICTOR-HUGO
PARIS 16^e
TÉLÉPH. PASSY 66-24



mode infantine

RAINETT
PARIS

formation du règlement, statut de locataire, baisse des loyers, qui ont augmenté dans d'énormes proportions en 1975 ! Voilà qui ne méritait pas, semble-t-il, que l'on traduise en justice ceux qui s'en faisaient l'écho. La Sonacotra en jugea autrement, puisqu'elle traîna devant les tribunaux douze résidents du Foyer Allende de Saint-Denis, au risque de leur faire perdre leur travail et de les faire expulser hors de France. La force du mouvement et la solidarité active des Français du quartier, en faveur de laquelle le M.R.A.P. n'a pas ménagé ses efforts, ont permis que la Sonacotra rapporte cette scandaleuse mesure.

A l'heure actuelle, une campagne se dessine pour faire croire aux Français que ce sont eux qui devront payer les frais de la grève. Il est urgent en effet, pour la Sonacotra et l'administration, de briser la solidarité efficace entre Français et immigrés. Gageons que les uns et les autres sauront mener leur lutte pour la liberté et la dignité de l'homme, quelles que soient ses origines, sans donner prise aux provocations par lesquelles on veut les empêcher de vivre humainement.

**le logement des immigrés,
c'est l'affaire de tous**

Il existe d'autres formes de logements où vivent un grand nombre d'immigrés, et dont on parle moins souvent, parce qu'elles rendent quasiment impossible toute lutte pour une amélioration. Il s'agit par exemple des cités de transit qui s'éternisent; plus important encore les baraquements préfabriqués, sur les chantiers. Certaines statistiques chiffrent à 30 % le nombre d'immigrés vivant dans ces conditions, totalement liés à leur employeur. Ce type de logement sert souvent de moyen de pression anti-revendicatif, en même temps qu'il permet parfois des économies de gardiennage. C'est le cas aussi des chambres de bonnes qui abritent à part à peu près égale, les vieillards et les domestiques immigrés. Il faut connaître ces immeubles cossus du 16^e arrondissement de Paris, où l'institu-



Marseille : quartier Ste-Barbe

tion de « l'escalier de service » crée une frontière infranchissable entre le monde qui vit à l'étroit dans les soupentes, et celui des « patrons ».

Il y a également ces immeubles vétustes, de quartiers jamais rénovés, jusqu'au jour où un arrêté d'expulsion signale un changement de propriétaire et la transformation de l'immeuble en « studio tout confort, avec kitchenette et salle de bains ». Les anciens habitants doivent partir, ça n'est pas pour eux. Mais là, on touche à des domaines où Français et immigrés voient leur condition étroitement imbriquée, même si les immigrés sont souvent, une fois encore, les premiers touchés. C'est sans doute la meilleure base d'une solidarité réelle, car les intérêts des uns et des autres se touchent, et la fête qui a eu lieu le samedi 20 mars, dans un immeuble de la rue Vivienne dont plus de cent personnes, en majorité d'origine maghrébine, devaient être expulsées, est un bon exemple d'une prise de conscience croissante, à laquelle le comité parisien du M.R.A.P. a utilement contribué.

N'est-ce pas à ce travail d'abord que les antiracistes doivent se mettre ? Il n'y a pas une atteinte à la dignité et aux droits des étrangers qui n'ait pas pour effet d'habituer la société toute entière à ce que l'homme soit bafoué et méprisé. S'habituer à voir sans réagir, des hommes et des femmes vivre dans des conditions honteuses, c'est préparer pour demain des renoncements que tout le monde aura à payer. Il peut y avoir des « Munich » tous les jours, il y a également une résistance de tous les instants, à une forme d'injustice d'autant plus odieuse qu'elle s'appuie sur le mépris de valeurs universelles, et sur lesquelles reposent toutes les civilisations. Le racisme — et la discrimination dans le logement sur la base de l'origine nationale, c'est aussi du racisme — est un fléau qui nous atteint tous; car tout homme est diminué de l'humiliation d'un seul de ses semblables.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX



**il ne sait pas lire
vous si
abonnez-vous
à droit et liberté**

le printemps des peuples présents



Photo : MARÉE-BREYER

« Le printemps des peuples présents », au Nouveau Carré de Sylvia Monfort, c'est sans doute une des initiatives les plus intéressantes de l'année sur le plan culturel. Il s'agit en effet de présenter les cultures des différents peuples représentés en France, dans l'immigration.

L'intérêt d'une telle initiative est double. Elle permettra aux étrangers qui vivent parmi nous de retrouver un peu le monde culturel d'où ils viennent et dont ils sont malheureusement privés; elle sera également l'occasion pour les Français qui vivent et qui travaillent à côté d'eux, de découvrir des richesses qu'ils méconnaissent généralement. Voilà bien longtemps que nous dénonçons l'ignorance comme une des causes du racisme. Connaître et apprécier les grandes œuvres de l'esprit qui naissent sous d'autres cieux, c'est aussi mettre à mort la masse des préjugés qui sont à la base du mépris.

Les différents groupes culturels représentés dans l'immigration en France (Afrique du Nord, Afrique noire, Europe méditerranéenne, Antilles, Viet-Nam) pourront s'exprimer par des pièces de théâtre, des ballets, des concerts, des marionnettes. Rares sont à Paris les concerts de kora (harpe africaine), rares les troupes maghrébines qui ont l'occasion de se manifester sur les planches avec une publicité suffisante pour que les gens le sache. Pendant trois mois vont se succéder des spectacles de valeur qui seront pour beaucoup une découverte, et pour ceux qui les espéraient sans trop y croire, le bonheur de se retrouver « chez soi » pour une heure avec le soleil du pays qui chante d'abord par l'esprit.

Le programme des spectacles déclare : « Cette ouverture nous impose de faire un effort supplémentaire auprès du public français. Pour mieux aimer ne faut-il pas mieux comprendre ? C'est pourquoi, en contrepoint des spectacles et des récitals, nous organisons des mercredi-débats. Leur but : permettre à des représentants de ces cultures de dévoiler le sens et d'évoquer les résonnances multiples de cette production artistique. »

« Et notre espoir en programmant ce « Printemps » est de permettre aux travailleurs étrangers de venir se réjouir, se retrouver, se reconnaître face aux manifestations artistiques de leur pays d'origine. »

L'objectif antiraciste avoué par les organisateurs, en même temps qu'il les honore, en fait une occasion de distraction pleine d'enseignement pour tous ceux qui soutiennent ces idéaux.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Nouveau Carré, 70, rue Réaumur - 75003 Paris. Tél. : 277 50 97.

Le M.R.A.P. organise deux soirées de premières :
14 mai : Grands Ballets d'Afrique Noire.
20 mai : Solitude la Mulâtresse (Théâtre).

CINÉMA

L'olivier

« L'olivier », c'est un film pour et par les Palestiniens. Il ne cache pas son point de vue, son opposition déterminée au sionisme et à la politique de l'Etat d'Israël; aussi ne faut-il pas lui demander ce qu'il ne peut ni ne veut donner.

On doit cependant noter son souci permanent et efficace de ne jamais permettre que soit donnée une interprétation antisémite de la cause qu'il défend. Cette exigence que le groupe cinéma de Vincennes a fait sien avec tant de cœur... et de raison, peut rendre ce film sympathique, même à ceux qui ne partagent pas leur opinion. L'Olivier pose en effet le problème de telle manière que le débat se situe au niveau de l'argumentation et non de l'invective. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est un apport positif à la connaissance du problème, même si, sur le fond, les lecteurs de Droit et Liberté pourront avoir des avis divergents.

Comment Yu Kong déplaça les montagnes

Joris Ivens et Marceline Loidan, cinéastes des révolutions (de l'Espagne au Nord Vietnam) et du Tiers-Monde, nous livrent aujourd'hui le résultat de multiples études et recherches sur la Chine. Une caméra et un magnétophone en toute liberté qui ont pu tout voir, tout enregistrer : des expériences socialistes de direction, au travail, dans les usines, en passant par les problèmes posés par les systèmes d'encouragement ainsi que la vie dans des familles chinoises, etc...

Film fleuve à la hauteur de l'immensité du pays mais l'intelligence de la programmation qui réussit à découper les douze heures du film final en différents longs métrages et moyens métrages d'égale valeur permet ainsi à tous l'accès à cette œuvre qui nous donne pour la première fois la chance de découvrir et d'essayer de comprendre la Chine, et son combat.

La terre de la grande promesse

La recherche effrénée du profit, dans la société polonaise de la fin du XIX^e siècle, par quatre hommes sans scrupules, c'est le monde bourgeois qui s'instaure, bouleversant sans pitié hommes et traditions. Mais voilà, un des « héros » du film est juif ! Bien sûr, il y a eu, il y a des juifs qui aiment l'argent, des juifs « méchants »; la vertu n'est l'apanage d'aucun groupe. Cependant, il y a eu, il y a toujours l'antisémitisme, prompt à la généralisation hâtive, à l'affût de justifications. Et sans doute une de ces justifications a-t-elle été, est-elle encore, la menace que ferait peser sur le pauvre peuple, la « juiverie » tentaculaire et capitaliste ! On peut regretter que le film de Wajda n'ait pas suffisamment pris la mesure de ces préjugés, et qu'il ait ainsi donné, peut-être, une arme aux antisémites, et des motifs d'inquiétude aux antiracistes.

D'Andrzej Wajda

Xala

Après de nombreuses difficultés, le dernier film de Sembene Ousmane peut enfin voir le jour en France. Au Sénégal, pays d'origine de Sembene Ousmane, après une interdiction totale, il semble qu'une version défigurée par les ciseaux du censeur apparaisse.

Il est toujours délicat de laisser s'exprimer Ousmane pour certains gouvernements africains. Ce cinéaste aborde en effet des problèmes trop importants et trop dérangeants pour les classes dominantes africaines. Dans Xala, film symbolique, c'est le procès de la nouvelle bourgeoisie qui est ouvert et à travers elle, les problèmes du néo-colonialisme. La place de la femme dans la nouvelle société africaine apparaît une fois de plus remise en question et il importe de remarquer la présence de plus en plus fréquente de ce thème chez les cinéastes africains.

Xala est tout le contraire du film politique ennuyeux; en effet, l'humour est bien présent et agrémente ainsi un scénario qui rend le film accessible à tous.

De Sembene Ousmane

Le juge et l'assassin

Le troisième film de Bertrand Tavernier (« L'horloger de Saint-Paul », « Que la fête commence ») se situe dans la France de la fin du XIX^e siècle, dans cette France antisémite (l'affaire Dreyfus vient d'éclater, le journal *La Croix* se targue d'être le journal le plus anti-juif de France), dans cette France, de plus colonialiste, un fait divers éclate : l'affaire Vacher. Cet « anarchiste de Dieu » relâché de l'asile de Dôle avec deux balles dans la tête sillonne le pays en proie à des crises de folie qui l'amènent à tuer, à égorguer bergers et bergères. Face à lui, un juge, représentant de l'ordre moral et politique, antijuif, anti-anarchiste, anti tout-ce-qui-n'est-pas « normal », en quelque sorte. Simple fait divers donc ? Absolument pas, et là réside l'intérêt au film de Bertrand Tavernier; le caractère politique de tout fait divers nous apparaît lentement.



mais de façon efficace et irréfutable.

Pascal POUILLON



Photo : Claude VERNICK - T.F.T.

Tziganes sans frontières

A ne pas manquer ! : Une série d'émissions sur les Tziganes, programmée par TF1 à partir du mois d'avril : « Tziganes sans frontières », réalisée par Claude Vernick.

Cette série comprend 4 émissions de 1 heure un quart sur chacune des quatre grandes familles Tziganes, les Roms, les Gitanos, les Manouches et les Sintis. Le réalisateur propose un voyage à travers l'Europe et jusqu'à l'Afrique à la recherche de leurs origines, de leur histoire, de leurs coutumes. Des séquences sur leur vie quotidienne, des témoignages sur les conditions de vie qui leur sont faites, les discriminations dont ils sont trop souvent victimes, sur leur vie de voyageurs ou de sédentaires et leur amour de la musique et de la danse. (Notre ami Vanko Rouda, membre du Bureau National du M.R.A.P. et Président de l'Association Internationale Rom, participe à ces émissions).

LIVRES

Les confettis de l'empire (dom-tom)

Grand reporter au Monde, J.-C. Guillebaud nous livre les « Carnets de voyage » d'un tour du monde peu banal : celui des « confettis » de la présence française sur un chapelet d'îles et de territoires disséminés de par le monde, et dont les noms évoquent des paradis tropicaux : Tahiti, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Réunion, Antilles, Polynésie, etc... Ce sont les fameux « départements et territoires d'outre-mer », dont la dénomination sécurisante cache un très classique colonialisme « de papa ». Près de 2 millions d'habitants, « Français ultramarins », vivent sur 156 000 km carrés (auxquels il convient d'ajouter 430 000 km carrés antarctiques), dont la « métropole » n'entend parler que lors du décompte des voix les soirs d'élections. Pour l'auteur, le nom de tam-tam, des « DOM/TOM » cache de sombres réalités : trafics immobiliers, électoraux, lois d'exception, C.R.S. dépêchés de métropole au moindre signe de « nervosité », pillage des matières premières (bois de Guyane, nickel de Nouvelle-Calédonie, sucre aux Antilles), économies et cultures locales ruinées par l'imposition d'un « French way of life » destiné à faire des gens, de bons consommateurs de produits « made in France ». Ce premier et unique livre français sur les Dom/Tom est un réquisitoire implacablement bien documenté sur un colonialisme « à la française ».

Par Jean-Claude Guillebaud.

Yves THORAVAL

Népal

Mythe pour les hippies; paradis pour les ethnologues et « vide » sur la carte des « honnêtes gens », le Népal est certainement l'un des pays les plus mal connus du public français. Berceau d'un art et d'un raffinement extrêmes qui ont fortement influencé la Chine classique, et actuellement un enjeu des rivalités entre l'Inde et la Chine qui l'enserrent. L'un des plus pauvres pays du monde, le Népal est le sujet du 50^e volume « Petite Planète », agrémenté

de belles photos; un appel impérieux au voyage.

Par Daniel Odier, « Petite Planète », éditions du Seuil.

La littérature algérienne contemporaine

Il y a une littérature « algérienne », celle qui prend l'Algérie et son peuple comme objet romanesque, comme décor « exotique », comme lieu de passage. Par ailleurs, il y a une vraie littérature algérienne, de langue française et arabe, celle d'écrivains de souche française ou arabe, qui ont vécu là-bas et y vivent encore. C'est de cette littérature-là que Jean Déjeux, spécialiste de littérature maghrébine, dresse un bilan exhaustif et chaleureux.

Par Jean Déjeux, éditions P.U.F.

Juifs de Provence, du Languedoc et des États français du Pape

La découverte d'un petit monde juif original, qui a pu survivre aux persécutions, comme en témoignent les riches synagogues de Carpentras et de Cavaillon. Le génie d'Occident, jusqu'à ce que ces pays tombent sous la coupe de Versailles et de Paris. Le Comtat Venaissin, lui, a été le refuge de tous les pourchassés, jusqu'à ce que la révolution française abolisse les persécutions « légales ».

Par A. Lunel, éditions Albin Michel.

L'Irlande, idéologie d'une révolution nationale

L'actuelle guerre civile irlandaise a des racines remontant à la mainmise de l'impérialisme britannique qui a exploité durement l'île, la décimant par une atroce famine au siècle dernier. Ce subtil petit livre de M. Goldring donne une analyse du bouillonnement des idées et de la naissance d'une conscience nationale irlandaise, de 1890 à 1920, et qui a inspiré une des plus belles floraisons littéraires.

Par M. Goldring, éditions Sociales.

STAFF 3

3, rue des Filles du Calvaire
75003 PARIS Tél. 887.45.84

LE GADGET du MARAIS

40, rue du Caire
75002 PARIS Tél. 236.45.11

COFINTEX S. A.

14, RUE CHAPON, 75003 PARIS

METRO : ARTS ET METIERS

LES TRICOTS
CAROLL
MARQUE DÉPOSÉE

☎ 278-63-31 (6 LIGNES GROUPEES)



daren

accessoires

mode

international diffusion

bureaux :

31, rue meslay - 75003 paris - tél. 887.56.27

ateliers :

32, rue notre-dame de nazareth - 75003 paris

1^{er} Prix des Créations Françaises

Adolphe

prêt-à-porter féminin

160, rue montmartre

paris-2^e - 236 03-89

FABRIQUE DE MANTEAUX EN IMITATION DE

FOURRURE

ÉTABLISSEMENTS

Inex

35-37-39, rue de Turenne - 75003 PARIS

Tél. : 278. 53-31
278. 22-02
278. 53-15

Jeans et Sportswear



23 Avenue Parmentier
PARIS - XIe

Ets LEON WEIL s.a.

MANUFACTURE D'ARTICLES EN MÉTAL
POUR CHAUSSURES ET CONFECTION

37, QUAI JULES-GUESDE, 94400 VITRY (F.)
TÉLÉPHONE 680.04.93 +

● en direct ●

ZIMBABWÉ

Une interview de Stephen Nkomo

Le Zimbabwe (Rhodésie) est en passe de devenir un des points les plus chauds de la planète. En effet, le pouvoir raciste qu'exerce une poignée de Blancs (250 000) sur la majorité africaine (environ 6 000 000), est de plus en plus menacé face au développement des luttes de libération dans tout le sous-continent. Comme on pouvait le prévoir, les négociations entre les racistes et l'African National Council se sont heurtées à une impasse. Ian Smith, le chef du gouvernement illégal de « Rhodésie », cherche par tous les moyens à sauver les meubles. Il fait même appel à l'ancienne puissance coloniale, (la Grande-Bretagne), comme si elle pouvait aujourd'hui régler un problème qu'elle a largement contribué à créer, par sa passivité et des années de domination coloniale où les droits des habitants furent systématiquement ignorés. Nous avons demandé à M. Stephen Nkomo, représentant de l'African National Council du Zimbabwe (dirigé par M. Joshua Nkomo), de nous exposer la situation de son pays en répondant à nos questions.

Q. - Quelles ont été les conséquences de la libération des anciennes colonies portugaises sur la situation de votre pays ?

R. - La victoire de nos frères du Mozambique, de l'Angola, de la Guinée Bissau et des Îles du Cap Vert est une contribution directe à notre propre lutte, au Zimbabwe. Ceci vient d'être démontré par la fermeture de la frontière entre la République Démocratique du Mozambique et la Rhodésie, après les agressions perpétrées par les forces armées de Ian Smith contre des villages mozambicains, les 23 et 24 février dernier. La victoire des ex-colonies portugaises sont également une contribution à la lutte de libération de toute l'Afrique australe, car l'ennemi se trouve maintenant dans la nécessité de défendre une ligne de défense considérablement élargie.

Il serait vain de penser que Vorster a retiré une partie des forces sud-africaines du Zimbabwe pour amener Smith à composer avec les nationalistes. En réalité, il y était obligé par le fait que sa ligne de front s'étend maintenant de l'Atlantique à l'Océan Indien.

Q. - Pensez-vous que l'Afrique du Sud puisse intervenir pour défendre le régime de Salisbury ?

R. - Nous sommes sûrs que l'Afrique du Sud interviendra au Zimbabwe, comme elle l'a fait en Angola. Il est clair que l'amplification de la lutte armée au Zimbabwe ramènera d'une manière ou d'une autre les troupes sud-africaines dans notre pays. Récemment, Vorster a déclaré, en réponse aux Britanniques, que si 100 Blancs étaient tués en Rhodésie, il serait obligé d'aller aider la

minorité blanche qui comprend 30 % de Sud-Africains d'origine. Nous n'avons aucun doute que notre combat n'est pas seulement dirigé contre Smith, mais aussi contre l'Afrique du Sud qui cherchera à envahir notre pays.

Voir carte page 13



Les ruines de la ville antique de Zimbabwe, emblème du peuple zimbabwéen.

Q. - Une solution négociée est-elle possible au Zimbabwe ?

R. - Jusqu'en mars 1976, le peuple du Zimbabwe a suivi deux voies complémentaires pour recouvrer son indépendance, sa dignité, son autodétermination. La négociation continuait tandis que se développait la lutte armée. Il n'y a pas de contradiction entre des négociations dont le but était essentiellement tactique, et la lutte armée, également menée par l'A.N.C. Pour nous la lutte armée est l'élément déterminant; les négociations, qui d'ailleurs n'ont pas été engagées de notre fait, n'ont été reprises que comme moyen, comme une manœuvre tactique qui ne peut être qu'un jalon dans notre lutte de libération.

Q. - Quel sera le sort des Blancs dans un Zimbabwe libéré ?

R. - Le problème n'est pas bien posé. Nous combattons pour changer un système colonial qui permet à une minorité d'exploiter la majorité. Nous voulons détruire de fond en comble ce système. Nous voulons un Zimbabwe où tous seront égaux, sans considération de race, de religion ou de toute autre chose. Tout le monde a le droit de rester au Zimbabwe. Il suffit de comprendre et d'accepter qu'il ne sera plus possible à un groupe quel qu'il soit, d'en dominer ou d'en exploiter un autre.

Q. - Quel type de société voulez-vous instaurer dans votre pays, après sa libération.

R. - Comme je l'ai dit, nous voulons une société juste, égalitaire, dans un Zimbabwe libre, sans l'exploitation de l'homme par l'homme, sans que les terres puissent être accaparées par certains pour mieux exploiter la grande masse; nous voulons une société où les ressources du pays seront utilisées pour le bien de tous, sans considération de race, de religion, etc., une société progressiste et démocratique qui construira pour et par le peuple, un Zimbabwe socialiste.

Q. - Quels sont les rapports entre la France et la « Rhodésie » ?

R. - Nous savons qu'il existe des relations entre la France et la « Rhodésie », au mépris des décisions de l'O.N.U. qui condamne tous rapports commerciaux avec ce régime. Il est évident que de telles relations ne peuvent être que néfastes au peuple du Zimbabwe. Nous espérons que le gouvernement français changera de politique vis-à-vis du régime des racistes rhodésiens. En effet, le non respect des sanctions prises par l'O.N.U. contre le régime rhodésien n'est qu'un aspect du problème. La France vend des armes à l'Afrique du Sud, et les Mirages assemblés par l'Atlas Aircraft Company à Germiston, en Afrique du Sud, passent dans les mains de Smith, contre le peu-

ple zimbabwéen. Nous avons été mitraillés par des hélicoptères Alouette et des Mirages français, prêtés à Smith par Vorster. Nous savons également que la France tolère sur son sol, à Paris, un « Bureau rhodésien d'information et de commerce », (110, rue de la Boétie, Paris-8^e). Nous considérons cela comme une atteinte grave aux intérêts légitimes de notre peuple. L'attitude que nous prendrons vis-à-vis du gouvernement français après la libération dépendra de la politique suivie par la France par rapport à notre lutte.

Bien entendu, nous savons distinguer entre la politique du gouvernement français et les sentiments du peuple de votre pays.

Q. - Avez-vous l'espoir de voir, à court terme, la libération de votre pays ?

R. - Le régime de Smith est pris de panique devant l'ampleur de l'évolution qui se manifeste en notre faveur. Il faut maintenant développer nos luttes sous toutes les formes possibles. Mais nous ne sous-estimons pas pour autant les forces qui soutiennent Smith.

Cependant, l'expérience nous a montré que les peuples du Viet-Nam, du Cambodge, de l'Angola et du Mozambique ont également lutté contre des forces supérieures, et qu'ils ont finalement gagné. Nous aussi, nous atteindrons notre objectif; nous aussi, nous vaincrons.

Propos recueillis par Racine MAIGA

• la vie du m.r.a.p. •

autour du 21 mars

Le 21 mars, journée internationale pour l'élimination des discriminations raciales, a été marquée par de multiples manifestations, organisées tant au niveau du M.R.A.P. national qu'à celui des comités locaux. Comme chaque année, l'action menée à propos de la Journée a permis l'animation des semaines qui l'entourent.

trois conférences de presse

Trois conférences de presse ont été tenues au siège du Mouvement, manifestant à la fois l'extension de notre activité et la confiance grandissante que l'on témoigne au M.R.A.P. Ces conférences de presse ont permis d'exposer les premiers résultats de l'enquête sur le racisme et de faire le point de nos activités. Elles ont également permis aux représentants des trois mouvements de libération de l'Afrique australe, M. Reg September pour l'African National Congress d'Afrique du Sud, M. Stephen Nkomo pour l'African National Council du Zimbabwe et M. Katjavivi pour la

S.W.A.P.O., mouvement de libération de la Namibie, d'expliquer la situation de leurs luttes contre les derniers régimes qui aient inscrit le racisme dans leurs lois. M. Ahmadou-Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, nous a également fait parvenir à cette occasion le texte que nous reproduisons en dernière page.

autour de la Journée dans toute la France

Plusieurs comités locaux ont organisé, seuls ou en association, avec d'autres organisations, des semaines ou des quinzaines d'information sur le racisme et



Photo : Jean-Yves TREIBER

Le M.R.A.P.
à
Gennevilliers.

l'immigration. C'est le cas dans les Yvelines (St-Quentin, Elancourt et Trappes), à St-Denis, à Yerres, où est organisée une semaine du Maghreb, dans les Alpes-Maritimes, avec une quinzaine antiraciste du 12 au 25 avril. A Amiens, une fête où ont été présentés plus de 1 500 personnes clôturait une semaine de l'amitié entre les travailleurs immigrés et le peuple français. Au Havre, une série de manifestations sur le thème « regard sur un exil », avec la participation du M.R.A.P.

De nombreuses projections-débats sur des sujets divers, ont eu lieu, comme à Ermont, à Chôlet (sur l'apartheid), à Nice, à Nîmes, à Charleville-Mézières, à Lyon, aux Sables-d'Olonne.

Débats également, à Dijon avec Marie-Josée Moumbaris (sur l'apartheid), à Montreuil, à Montluçon; à Mâcon et à Darnières-lès-Lys avec notre vice-président M. l'Abbé Pihan.

Le jeune comité de Gennevilliers a distribué sous forme de tract un appel contre le racisme qu'il a pu faire signer par 19 organisations représentées sur la commune. Dans le deuxième arrondissement de Paris, le comité parisien a appelé la population à une journée porte ouverte, à l'occasion de l'expulsion d'une centaine de travailleurs immi-

grés, dont l'immeuble était repris par la Bibliothèque nationale. A Annecy, un tract également, proteste contre la façon dont a été menée l'enquête pour l'affaire Azzouz (cf D.L., N° 344, p. 10).

De plus en plus, en France, présence du racisme signifie présence du M.R.A.P. Tous ceux qui viennent frapper à notre porte pour nous apporter soutien et travail, mais aussi, problèmes et difficultés, témoignent de la confiance croissante qui est faite au M.R.A.P. pour sa lutte sans compromission contre toute forme de discrimination raciale. Cette confiance engage tous les militants à se trouver à la hauteur d'une tâche exaltante mais souvent difficile, à la défense de « l'Homme de toutes les couleurs ».

Le M.R.A.P. à "Midi moins sept"

L'abbé Jean Pihan a été invité à présenter la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale à « Midi moins sept », sur la première chaîne T.V., en finale de l'émission catholique du dimanche matin, le 21 mars dernier.

S'étant présenté comme vice-président du M.R.A.P., il n'a pas manqué de souligner

d'une part l'action incessante de notre Mouvement dans la lutte contre le racisme, d'autre part l'importance exceptionnelle d'un mouvement non-confessionnel, ouvert à tous, où l'on peut, dans un effort commun pour une grande cause, « s'accepter différents pour s'aimer complémentaires. »

NOTRE CARNET nos deuils

Notre ami et directeur Albert Lévy a eu la douleur de perdre son beau-frère **Henri Alcalay**. Qu'il trouve ici, ainsi que son épouse, l'expression de notre profonde sympathie et nos condoléances.

Madame **Nadia Kolpa**, mère de notre ami Jean Kolpa, membre du Conseil national du M.R.A.P., vient de mourir. Nous adressons à toute la famille nos sincères condoléances.

Nous apprenons le décès de notre amie **Liliane Voldman** survenu le 27 janvier dernier. Nous exprimons à sa famille nos sincères condoléances.

mariages

Nous sommes heureux d'annoncer le mariage de nos amis **Danielle Fulon** et **Robert Bouger**. Qu'ils trouvent ici l'expression de nos vœux affectueux.

Deux journées d'étude sur l'apartheid

Le M.R.A.P. organise à l'intention de ses adhérents et amis deux journées sur l'apartheid, les samedi 24 (14 h 30) et dimanche 25 avril 1976.

L'objectif est de renforcer l'action contre les régimes racistes d'Afrique australe et les complicités dont ils bénéficient, grâce à une connaissance plus approfondie de la situation.

Cette rencontre aura lieu au siège du M.R.A.P., 120 rue Saint-Denis, à Paris 2^e.

Les personnes intéressées sont invitées à se faire connaître dès maintenant.

Etudiant congolais, cherche travail le soir. Ecrire au journal.

Tricots et Jerseys de Luxe

SANTINO

Société Générale de Matières et Articles Textiles
Société Anonyme au Capital de 300.000 F

Siège Social : **MAGASIN de VENTE**
30, Rue du Caire 75002 Paris 18, Rue du Caire
75002 Paris
TÉL. : 236-04-19 TÉL. : 231-38-83

IMPORT EXPORT

MINKO

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40.000 F
R. C. Paris 75 B 5207 — SIRET 304 164 486 00017

SPÉCIALISTE EN LINGE DE MAISON

GROS - DEMI-GROS

62, rue Sedaine - 75011 PARIS Tél. : 805-06-50



Michel bachoz

7.8.10 rue d'alexandrie

75002 paris

tél. 508.41.74

Pierre d'alby créations

60, rue de Richelieu, 75002 PARIS

Tél. : RIC. 81.19

Créations Povel's

MAISON DE COUTURE EN GROS

MANTEAUX

152, RUE MONTMARTRE

TAILLEURS

75002 PARIS

S P O R T

TEL. : 231-28-04 et 233-78-46

COCKTAIL

21 mars contre l'injustice

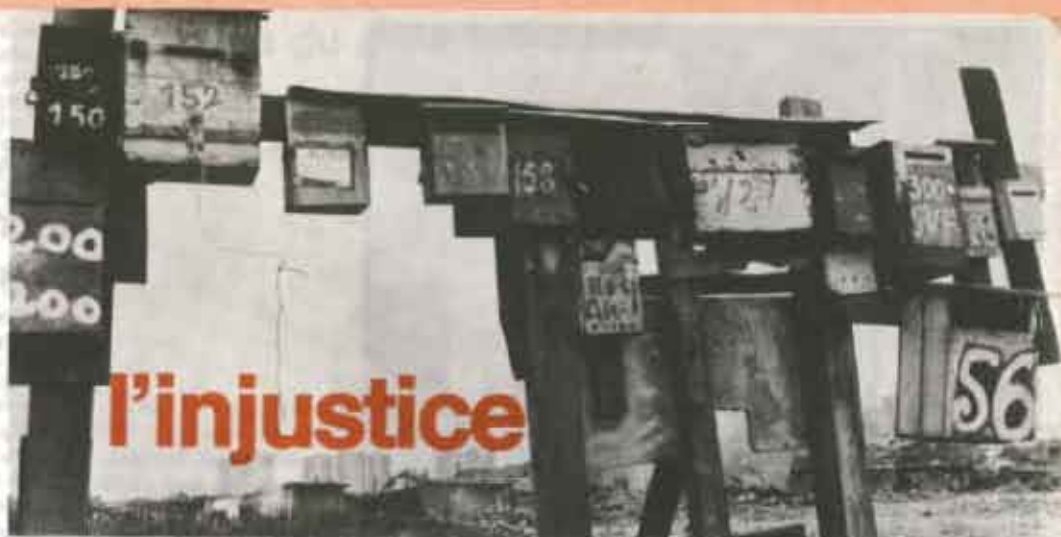


Photo : Maurice CANTACUZEN

Monsieur Amadou-Mahtar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO, a bien voulu faire parvenir au Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) et à son mensuel « Droit et Liberté » le message suivant, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

« Le 21 mars 1960, à Sharpeville et à Longa, deux villes de la République d'Afrique du Sud qui allaient devenir le symbole de la lutte des mouvements de libération africains, des policiers tirèrent sur une foule désarmée, tuant et blessant des centaines de personnes.

Cette manifestation, qui avait pour objet de protester contre le port obligatoire du « laissez-passer » par les populations non-blanches, et la répression qui la suivit, représentent un tournant dans l'histoire de l'émancipation des pays africains. A l'époque où de nombreux Etats accédaient à l'indépendance, où tant d'hommes pouvaient croire que le colonialisme allait enfin être extirpé de la planète, le massacre de Sharpeville, dont l'anniversaire est commémoré depuis 1966 à travers le monde par la Journée des Nations-Unies pour la lutte contre le racisme, venaient apporter la preuve que la violence qu'engendrent la discrimination et la ségrégation raciales n'était pas encore partout exorcisée.

Malgré des progrès continus, dont la fin de la domination portugaise en Afrique a marqué l'étape la plus récente, les insupportables séquelles du colonialisme en Zimbabwe ou en Namibie, l'apartheid en Afrique du Sud, perpétuent un ordre qui est à la fois négation scandaleuse de la dignité humaine et source des plus graves conflits.

Poussés dans leurs derniers retranchements par l'accélération de l'histoire, les profondes transformations économiques et sociales et les mutations des sociétés humaines auxquelles on assiste depuis quelques décennies, les groupes qu'une suprématie historique, économique ou matérielle place dans une situation « dominante » s'efforcent de justifier le maintien de leur pouvoir et de leurs privilèges, soit en arguant d'une prétendue incapacité des populations qu'ils exploitent, soit en attribuant à des minorités - considérées comme « trop remuantes » ou insuffisamment intégrées - les échecs de la collectivité tout entière.

En fait, le racisme a son origine dans les rapports de tous ordres qui se créent entre les groupes au sein de la société; il met en jeu l'ensemble des aspects politiques, économiques, sociaux et culturels de la vie et des rapports mutuels des différentes communautés qui la constituent.

Lutter contre le racisme, c'est donc tendre avant tout à transformer en profondeur des sociétés fondées sur la force, l'exploitation et l'inégalité des chances offertes aux différents groupes humains. Là où cet effort échoue, les mêmes situations sociales et les mêmes déséquilibres, en se perpétuant, entraînent fatalement le maintien, provoquent le retour ou l'aggravation des mêmes préjugés raciaux. Sans doute, la discrimination raciale connaît-elle des formes aussi variées que les différentes sociétés où elle sévit. Structures raciales ou ethniques et structures de classe ne coïncident certes par exactement, mais dès qu'existe une diversité d'origine entre les éléments d'une collectivité, le maintien d'inégalités flagrantes d'ordre social et économique, de rapports d'exploitation et d'exclusion ou même simplement de situations de misère, aggrave les clivages à l'intérieur de la société et crée une situation de tension caractérisée par l'iniquité et des conflits où l'élément racial ou ethnique joue un rôle important, prépondérant. On ne peut lutter contre le racisme et la discrimination raciale si l'on ne porte remède en même temps aux misères les plus cruelles et aux injustices les plus criantes. Cette lutte est inséparable de l'action pour le progrès social et la justice sociale, où l'éducation et l'information sont d'importance primordiale.

L'UNESCO n'a jamais cessé d'apporter sa contribution, par les moyens qui lui sont propres, à cette action multiple et coordonnée, comme son Acte constitutif lui en fait un devoir. Les recherches et les publications qu'elle consacre aux problèmes de la discrimination raciale, l'aide qu'elle accorde en matière éducative, scientifique et culturelle aux mouvements de libération, ainsi qu'aux groupes humains les plus défavorisés - parmi lesquels les travailleurs migrants occupent une place de plus en plus large - attestent l'importance qu'elle attache à une cause que la communauté internationale doit faire triompher à tout prix.

La presse de grande diffusion, la radio et la télévision, qui se font trop souvent les véhicules des clichés les plus pernicioseux et vont même parfois jusqu'à exacerber l'animosité entre groupes humains, peuvent aussi contribuer puissamment à éclairer les esprits, à dépassionner les conflits, à fortifier le sens de la justice et du respect les droits de l'homme.

Aussi ai-je plaisir à saluer, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme, l'exemple que donne la revue **Droit et Liberté** du rôle efficace que peut jouer une presse sérieuse, honnête et sensible dans la formation des esprits et le renforcement de la solidarité humaine.

Amadou-Mahtar M'BOW
Directeur général de l'U.N.E.S.C.O.